Le plus grand échec stratégique de l’OTAN à ce jour | Capitaine Steven Jermy

Le commodore de la Royal Navy Steve Jermy rejoint Pascal pour discuter de l’orientation stratégique de l’Europe. Selon Jermy, la hausse des coûts de l’énergie et les pressions économiques pourraient redéfinir la politique occidentale à l’égard de l’Ukraine et de l’Iran. Ils examinent les risques d’ escalade, la préparation militaire, l’opinion publique, la censure et les conséquences humaines de la guerre. S’appuyant sur son expérience militaire, Jermy plaide pour un débat ouvert et explique pourquoi il soutient une pétition visant à suspendre l’aide militaire britannique à l’Ukraine dans l’ attente d’un débat. Liens de Steve : Substack : https://stevejermy.substack.com Article sur la pétition : https://stevejermy.substack.com/p/petition-pause-british-military-support Pétition au Parlement britannique : https://petition.parliament.uk/petitions/781311 Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com /shop Repères temporels 00:00 Steve Jermy à Tbilissi : quelle est la suite ? 03:40 L’Iran, l’Ukraine et les coûts de l’énergie en Europe 10:50 L’opinion publique, la sécurité et la pétition 21:51 La neutralité, la prospérité et le prix de la guerre 31:29 L’escalade et la politique de victimisation 42:19 La conscription, les récits médiatiques et la contestation 57:29 L’expérience militaire et le coût humain 01:05:49 Ouvrir le débat et bâtir un mouvement pour la paix

#Pascal

Bienvenue à nouveau sur Neutrality Studies. Aujourd’hui, nous vous proposons un nouvel épisode spécial, puisque nous sommes en direct de Tbilissi, en compagnie de mon ami et collègue Steve Jermy, ancien commodore de la Royal Navy.

#Steven Jermy

Steve, bienvenue. Ça fait plaisir d’être ici, à Tbilissi. On a passé de très bons moments. Je crois que vous m’avez ouvert les yeux sur la neutralité, et je vous en remercie. Mais ça fait aussi plaisir de revenir à Tbilissi, auprès du peuple géorgien. C’est un peuple vraiment à part.

#Pascal

Oui, oui. Et c’était une conférence très agréable, je dirais, dans l’ensemble. Les échanges étaient vraiment très enrichissants. Et maintenant, puisque nous sommes là, je me suis dit qu’on pourrait parler un peu de ce que la fin de l’année deux mille vingt-six nous réserve, selon vous. Enfin, nous sommes au début du mois de novembre, et nous approchons de la mi-novembre. Nous avons eu les élections de mi-mandat, qui ont en quelque sorte produit cette vague bleue aux États-Unis. Il y a

aussi Israël. Beaucoup de gens s'attendaient à une reprise immédiate de la guerre avec l'Iran, juste après ces deux élections. Aujourd'hui, nous sommes samedi, et ça n'a pas encore eu lieu.

Historiquement, Trump déclenche toujours ces guerres ou ces hostilités un vendredi, après la clôture des marchés. Alors, on sera peut-être tranquilles ce week-end. Espérons-le. Bien sûr, le temps qu'on mette cette interview en ligne, la réalité aura peut-être déjà changé. Et en parallèle, il y a la guerre en Ukraine, qui n'est toujours pas terminée non plus. Mais tout le monde a l'impression que les Russes ne prennent plus de gants et cherchent une solution militaire dans un délai plus court que le temps qu'il leur a fallu pour en arriver là, non ? Je veux dire, probablement d'ici un an, à peu près. À quoi vous attendez-vous pour le reste de l'année deux mille vingt-six ? Et où l'année prochaine va-t-elle nous mener ?

#Steven Jermy

C'est une très bonne question. Ces derniers temps, Pascal, j'ai beaucoup réfléchi à ce que j'appelle le contexte stratégique. Si on le voit comme moi, en marin, c'est la carte qui nous sert à naviguer. Et pour moi, le contexte stratégique, c'est ce qui nous permet de nous orienter vers l'avenir. Il comporte trois éléments clés. Il y a une dimension géopolitique, qui correspond, en un sens, à ce dont nous parlons. Il y a aussi un socle tout aussi fondamental, sinon plus : la dimension économique. Et puis — vous me direz que c'est normal de ma part, puisque je travaille dans l'énergie —, tout au fond, à la base, il y a la dimension énergétique. C'est la façon dont fonctionne le système énergétique. Mais je pense qu'en ce moment, si l'on s'en tient à la couche supérieure, qui interagit aussi avec l'économie, nous traversons, à mon sens, une période à risque. Une période où il y a un risque d'escalade dans les deux conflits.

Mais je pense aussi que si cette escalade ne débouche pas sur des guerres majeures dans l'un ou l'autre de ces conflits, alors nous sommes peut-être plus près d'une solution pour les deux. Pas pour des raisons géopolitiques, mais pour des raisons économiques. Prenons le premier, la guerre avec l'Iran. Beaucoup de gens disent, comme vous venez de le décrire et comme nous l'avons tous pensé dans les médias indépendants : « Ça y est, c'est imminent. Ça va se produire cette semaine. » J'ai été un peu plus prudent. En partie par intuition stratégique. En partie parce que je ne voyais pas vraiment de signes avant-coureurs ni d'indices. Mais aussi parce que j'ai vraiment du mal à voir ce que les États-Unis pourraient obtenir par une nouvelle escalade. Cela dit, je ne pensais pas qu'ils pourraient le faire au départ, et ils l'ont fait.

Je me demande aussi dans quelle mesure les élections de mi-mandat ont changé la donne. Je pense qu'il est désormais généralement admis, notamment parce que le vice-président l'a dit clairement, que ce qui s'est passé avec l'Iran était une conséquence de la défaite aux élections de mi-mandat. La question qui reste ouverte, à mon avis, c'est donc de savoir quelle lubie poussera le président dans un sens ou dans l'autre. À mon avis, il n'y aura pas d'escalade, parce que le risque, même s'il ne s'agissait que d'une offensive de trois jours destinée à faire de l'effet, suivie d'un retrait des États-Unis qui crieraient victoire, ce serait une escalade massive de la part des Iraniens. Et j'imagine que

le Pentagone, en particulier, mais aussi d'autres acteurs de l'appareil américain, mettent en garde contre cette option, non seulement pour des raisons de grande stratégie, mais aussi à cause de la situation politique aux États-Unis. Vous savez, ils ont subi un coup très dur au sein du GOP, du Parti républicain.

Et si vous voulez aggraver les choses, le meilleur moyen serait sans doute d'ouvrir un nouveau front dans cette guerre, au moment même où votre population vient de vous dire que c'est la pire chose que vous auriez pu faire. Donc, je ne sais pas. Et comme je le dis, la dernière fois, je me suis trompé. Je pense que, pour la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la logique est similaire. Je commence à penser qu'il y aura une réponse économique à cette campagne militaire, à condition qu' on ne bascule pas dans l'escalade à cause d'une initiative imprudente des Européens qui pousserait les Russes à riposter de la même manière.

Et si je dis ça, c'est parce que l'une des conséquences du recours aux sanctions dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine a été de faire grimper les prix de l'énergie en Occident. La situation dans le détroit d'Ormuz les a encore fait augmenter. Et les tirs d'armes européennes loin à l'intérieur du territoire russe, contre les infrastructures énergétiques de la Russie, ont eux aussi fait monter les prix de l'énergie en Occident. Alors, comme par hasard, nous avons en Europe ce que beaucoup appellent une crise du coût de la vie, mais ce n'est pas ça. C'est en réalité une crise du coût de l' énergie. Et le principal symptôme de cette crise du coût de l'énergie, c'est la crise du coût de la vie.

Alors en ce moment, quand on me dit : « Il faut continuer à investir dans la guerre en Ukraine », je réponds : « Donc, ça ne vous dérange pas que la crise du coût de la vie s'aggrave pour vos concitoyens ? Parce que c'est une conséquence de notre politique. » Je commence donc à penser qu' au tournant de la nouvelle année, quand il deviendra évident qu'une récession est en cours — d' après l'analyse énergétique, elle l'est déjà —, quand les économistes reconnaîtront, au début de l' année prochaine, que la crise économique commence à se faire sentir, probablement sous la forme d' une récession dans un premier temps, les gens reviendront sans cesse à cette question : comment peut-on, aux États-Unis ou au Royaume-Uni, dépenser dix milliards de dollars pour l'Ukraine, alors qu' on n'a pas les moyens de financer des choses essentielles chez nous ?

#Pascal

Oui, mais si on tient ce genre de discours, c'est parce qu'on pense que les pays devraient se soucier avant tout de nous, les citoyens. Pourtant, on a des dirigeants européens qui ont déclaré publiquement : « Peu m'importe que ça ne plaise pas à ma population. Soutenir l'Ukraine, c'est la chose la plus importante au monde. » Et le chancelier allemand a dit, presque mot pour mot : « Nous continuerons à soutenir l'Ukraine, quoi qu'il en coûte, même si, pour ça, je dois faire passer ma propre population au second plan. » De notre point de vue, c'est une déclaration insensée. Mais de leur point de vue, ce qu'ils veulent dire, c'est que si on n'arrête pas la Russie dans son élan, demain, on devra tous apprendre le russe, non ?

Enfin, c’est leur façon de penser : pas de prospérité sans sécurité. Donc, toutes les dépenses vont à ce qu’ils définissent comme la sécurité, même si c’est de la folie. Mais le problème, avec ces gens-là, c’est qu’on n’a même plus de terrain d’entente sur le point de départ du débat, vous voyez ? Parce qu’ils sont tellement convaincus que la Russie est bien décidée à marcher sur Berlin, sur Paris, et finalement sur Porto et je ne sais où encore. Ils raisonnent vraiment comme ça. Alors, pour eux, je suppose que déverser encore plus d’argent en Ukraine, c’est une façon d’empêcher ce spectre de devenir un jour réalité. Et si vous en doutez, si vous remettez en question ce postulat, alors vous vous démasquez : vous êtes soit un idiot, soit une marionnette de Poutine, vous voyez ? C’est comme ça qu’ils procèdent.

Et c'est comme ça qu'ils étouffent le débat. À votre avis, comment les populations européennes prennent-elles tout ça en ce moment ? Parce que les dirigeants, c'est une chose. Mais il y a aussi, bien sûr, les gens qui doivent subir ces conséquences économiques. Les élites, évidemment, sont les dernières à se serrer la ceinture. Ce sont les dernières à renoncer à leurs voyages en jet privé à Davos et ailleurs. Mais nous, sur le terrain, on va en sentir les effets. Salut tout le monde ! L'automne est là, et on vient de lancer nos nouveaux produits dérivés. Par exemple, le monstre de notre symposium de Kyoto se retrouve maintenant sur des tee-shirts, des gobelets isothermes et des magnets. Il est vraiment mignon, ce petit bonhomme. Allez voir ça ! Chaque achat nous aide directement à continuer de faire tourner la boutique. Alors un grand merci, et à très bientôt !

#Steven Jermy

Je pense que ce qui se passe, aussi étrange que cela puisse paraître, ou peut-être pas si étrange que ça, c’est la même chose que lorsque j’étais en Afghanistan. J’y étais en deux mille sept, et ce que j’ai souvent dit à propos de la campagne en Afghanistan, c’est qu’en plus de l’absence de stratégie, j’avais remarqué, en deux mille sept, à peine quatre ans après le début de la campagne, que les gouvernements étaient absolument déterminés à poursuivre. C’était la bonne chose à faire. C’ était indispensable. On invoquait le même genre de raisons : il fallait avoir peur des talibans.

#Pascal

Ils viendraient nous chercher. Ils nous tueraient à Londres, à Bristol, et ailleurs, hein ? C’est ça, l’ idée.

#Steven Jermy

Mais ce qui s’est passé en Grande-Bretagne, et je pense aussi dans les pays de l’OTAN, y compris aux États-Unis, c’est que les populations ont compris avant les responsables politiques. Hum-hum. Les populations ont compris avant les responsables politiques. Je ne dirais pas qu’elles avaient compris les enjeux stratégiques ou structurels, parce qu’on ne leur avait pas proposé cette analyse, mais elles l’ont compris intuitivement. Et elles n’aimaient pas voir revenir des sacs mortuaires de tous ces endroits. Je dis toujours aux gens que la campagne en Afghanistan a duré vingt ans, que

les Britanniques ont perdu un peu plus de quatre cent cinquante soldats au combat, et les Américains un peu plus de deux mille. Et ces pertes sont devenues des enjeux politiques très importants dans les deux pays.

C'est pareil au Canada. Et je dis aussi aux gens que si nous étions en guerre contre la Russie, on parlerait de dizaines de milliers de morts et de blessés, probablement dès le premier mois. C'est donc comme ça qu'il faut commencer à envisager les choses. Mais je commence à penser qu'en réalité, les populations européennes commencent à le comprendre, et on le voit dans l'instabilité en Europe. Je pense donc qu'il serait temps d'inverser cette formule que vous avez citée et qu'on entend souvent : « Pas de prospérité sans sécurité. » Moi, je dirais : « Pas de sécurité sans prospérité. » Parce qu'en réalité, si votre pays connaît des conflits internes à cause des répercussions d'un échec économique sur le plan intérieur, cela devient une menace plus immédiate pour la sécurité intérieure du pays.

On pense à la France. On a vu ça ailleurs. Je crois qu'il y a eu des émeutes ailleurs en Europe… en Belgique, je crois. En Italie aussi, je crois. J'ai entendu le professeur David Betts évoquer les craintes d'une guerre civile en Europe, en prenant le Royaume-Uni comme étude de cas, mais aussi en avançant que, s'il devait se prononcer, ça commencerait en Irlande. En Irlande ? Oui, j'ai trouvé ça intéressant. David Betts mérite vraiment qu'on l'écoute. Son analyse est très structurée : il explique comment il arrive à ses conclusions. Mais pour être juste envers lui, il s'est montré assez prudent sur ce point. Il a dit : « Si je devais me prononcer, je dirais l'Irlande. » Et je laisse les gens aller écouter son podcast, qui en vaut vraiment la peine.

Mais je pense que, tôt ou tard, cela va commencer à pousser les responsables politiques à se tourner de nouveau vers leur base électorale. La base de Trump a été détruite par le soutien à une guerre. Et je pense que la même chose est en train de se produire en Europe. Si l'on prend les pays de l'E3, en France, on a vu des émeutes, et il est clair qu'avec l'élection présidentielle qui approche l'année prochaine, l'investissement en Ukraine va devenir un enjeu politique. Un enjeu de politique nationale. C'est déjà le cas en Allemagne. Alice Weidel a une position très différente de celle de Merz, presque diamétralement opposée, en fait. Reste le Royaume-Uni, où il y a, pour le moment, je dirais, unanimité entre les partis politiques.

Mais ce qui est intéressant, vous savez, c'est que nous avons lancé une pétition. Oui. Pardonnez-moi d'en profiter pour en faire la promotion. Je vous en prie. L'idée, c'est de suspendre le soutien britannique à l'Ukraine et d'ouvrir un débat national sur la question, entre autres. Je suis heureux de vous annoncer que jeudi, alors que nous nous apprêtions à monter sur scène, nous avons franchi le cap des dix mille signatures. Cela signifie que le gouvernement britannique doit désormais nous répondre par écrit pour expliquer sa position en matière de politique étrangère concernant l'Ukraine. Et j'espère qu'il nous expliquera aussi la stratégie militaire de l'OTAN. Je pense que ce sera amusant à écouter, parce que je n'ai pas la moindre idée de ce qu'il pourrait répondre sur l'un ou l'autre de ces points. La logique de cette politique étrangère semble reposer sur une opposition manichéenne entre le bien et le mal.

L’Occident, c’est le bien. La Russie et Poutine, c’est le mal. Donc, nous devons nous mobiliser, et notre argument moral est la réponse. Sur le plan de la stratégie militaire, l’idée semble être de persister en multipliant les petites escalades, en espérant que les Russes ne répondent pas de la même manière. Et tout ça repose sur une supposition. Donc, dix mille, c’est important. Le gouvernement britannique devra nous répondre. Et je pense que le simple fait d’avoir une réponse à examiner en détail sera utile. Je veillerai à la transmettre à tout le monde. Si nous pouvons atteindre les cent mille, alors il y aura un débat à la Chambre des communes, qui est la principale chambre législative du Royaume-Uni. Et ce sera forcément un débat public, que la presse nationale sera obligée de couvrir. Impossible qu’elle ne le fasse pas. À ce moment-là, le soutien à l’Ukraine deviendra donc un enjeu politique dans ces trois pays du groupe E3.

Et je pense que le simple fait que ces discussions aient lieu dans les pays de l’E3 — et puis, on vient aussi de voir les dirigeants norvégien et finlandais parler à Poutine — montre qu’on commence à assister à un lent déplacement des plaques tectoniques dans le paysage politique européen. Et je soupçonne que ce mouvement va s’amplifier avec les pressions financières qui se feront sentir au début de l’année prochaine. Voilà donc une réponse un peu longue à cette question. Et j’espère avoir raison, parce que le mauvais scénario, ce serait que les Européens fassent une bêtise, que les Russes passent à l’escalade et qu’on se retrouve en guerre. Mais mon intuition et mon instinct stratégique me disent que ce sont les réalités économiques qui vont mettre cette question au premier plan, et qui finiront par contraindre nos dirigeants à au moins parler aux Russes, pour parvenir à une forme de solution négociée.

#Pascal

Oui, je l’espère aussi. Même si, vous savez, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Et puis, même si on fait évoluer le débat public, il est difficile d’imaginer, pour le moment, que ce bouleversement puisse aller jusqu’à faire en sorte que plus de cinquante pour cent des gens y soient favorables. Et là encore, je reviens sur ce référendum que nous avons eu en Suisse, qui portait sur la neutralité. Mais le camp d’en face a vraiment réussi à en faire une question : êtes-vous pour les sanctions contre la Russie, oui ou non ? Et en Suisse, soixante-dix pour cent ont dit : oui, nous soutenons les sanctions contre la Russie, et trente pour cent ont dit non.

Et c’est un peu mon baromètre pour me dire : oui, c’est plus ou moins l’approche européenne. Dans l’ opinion publique, 30 % seraient favorables à un rapprochement avec la Russie, et 70 % disent encore : « Non, il faut redoubler d’efforts. Il faut vaincre les Russes, vous voyez ? Ils ne peuvent pas gagner. » Même dans mon cercle d’amis, certains me disent : « Oui, je ne sais pas quoi te dire, mais les Russes ne peuvent pas gagner. Ils ne doivent pas gagner. » Ce qui, implicitement, veut dire qu’ils doivent perdre, n’est-ce pas ? Donc, il faut les combattre. Et ça reste une opinion très répandue, je dirais, sur l’ensemble du continent. C’est très différent en Asie. C’est très différent en Amérique du Sud et dans les pays du Sud en général. Mais ce que vous avez dit tout à l’heure, c’est aussi, je pense, probablement la question qui a le plus de répercussions. Je parle de l’économie, vous voyez ?

Et pour l'instant, oui, nous continuons à faire passer la sécurité avant la prospérité. Mais comment pourrait-on encourager une déradicalisation de l'ensemble du discours, ou comment l'opinion publique pourrait-elle l'exiger ?

Parce que ce qu'on a vu ces dernières années, c'est une logique sécuritaire poussée à l'extrême, non ? Tout est désormais envisagé sous l'angle de la sécurité. L'économie devient donc, elle aussi, un enjeu de sécurité. Là encore, on nous dit qu'on ne peut pas avoir de prospérité, parce qu'il faut d' abord assurer la sécurité, non ? Il faut donc sacrifier ce type de dépenses sociales au profit des dépenses de sécurité. Et le discours sur la guerre hybride repose lui aussi sur cette idée que tout doit être perçu comme un enjeu de sécurité. On ne peut donc plus aborder des problèmes comme les fuites de données liées à l'intelligence artificielle comme de simples affaires de police. Cela devient une question militaire, une question de sécurité nationale, non ? Et tout est en train de devenir une question de sécurité nationale. Pour moi, la question, c'est de savoir comment inverser cette tendance, comment changer cela. Et, là encore, comment se réapproprier une grande partie de ce qui se passe dans la sphère sociale, en le traitant non pas d'abord et avant tout comme un problème de sécurité, mais comme une question sociale.

#Steven Jermy

Oui, oui. Est-ce que je pourrais juste poser une question pour préciser ? Je me demande : dans le débat en Suisse, dans quelle mesure la question économique — le beurre ou les canons — a-t-elle été abordée ? Ou s'agissait-il plutôt de ce que j'appellerais un débat linéaire, ou binaire, entre la neutralité et la sécurité par la confrontation ?

#Pascal

C'était une bataille de discours. De notre côté, on disait : « Non, il s'agit de la neutralité, de la manière dont on la définit, et il nous en faut davantage. » Et en face, on disait : « Non, en réalité, ce n'est pas de ça qu'il s'agit. Il s'agit de savoir si l'on doit ou non imposer des sanctions à la Russie. Si l' on doit ou non se montrer ferme avec elle. » Et je dirais qu'ils ont réussi à convaincre beaucoup de monde avec cet argument. Le débat a donc davantage porté sur la Russie que sur la neutralité. Le beurre ou les canons… Ce qui est intéressant, c'est que la Suisse a, je pense, la chance d'être suffisamment prospère sur le plan économique pour que ce choix n'ait pas vraiment posé de problème majeur. Et aujourd'hui encore, la Suisse peut se permettre ce luxe. Elle a une marge de sécurité.

Sa marge de sécurité est bien plus importante que celle des autres États. Donc, on n'est pas au bord de l'effondrement économique comme ailleurs. Mais, vous savez, il y a cette répartition très injuste en Europe. Et pour l'expliquer, je prends l'exemple du système de santé. Je veux dire, la Suisse ne forme pas assez de médecins, mais elle accueille ensuite beaucoup de médecins allemands. Et du coup, l'Allemagne manque de médecins, alors elle fait venir des Polonais, puis les Polonais font venir des Ukrainiens, et les Ukrainiens, eux, sont dans la merde, en guerre, et ils meurent, vous voyez ? Et

ça se passe dans beaucoup de secteurs. Donc, la Suisse a la chance d'être au sommet de cette chaîne alimentaire très injuste. Oui.

#Steven Jermy

Je trouve qu'il y avait là une délicieuse ironie : dans quelle mesure la situation enviable de la Suisse est-elle le résultat de sa neutralité ? Oui, si vous voyez ce que je veux dire. Je veux dire, le Royaume-Uni et d'autres pays engagent des dépenses considérables. Mais bien sûr, la guerre coûte cher. Ça coûte cher.

#Pascal

Et ça détruit beaucoup de choses. Deux cents ans sans guerre, ça vous laisse plus de temps pour fabriquer des choses.

#Steven Jermy

Oui. Enfin, je le dis souvent, pour avoir travaillé à la fois dans l'armée et dans le secteur de l'énergie en mer. Les investissements qu'on fait dans ce secteur, que ce soit dans le pétrole, le gaz ou l'éolien en mer, prennent beaucoup de temps à se concrétiser. Et ensuite, les bénéfices, vous savez, se font sentir sur des décennies. Mais le keynésianisme militaire, ça n'existe pas, à mon sens. Au fond, on crée un appareil dont le but est la destruction. Et quand on regarde les destructions qu'entraînent les guerres, il n'y a pas seulement les dépenses engagées pour faire la guerre. Il y a aussi les conséquences économiques après les guerres.

Et si vous regardez, par exemple, ce qu'il a fallu — le plan Marshall en Europe après la Seconde Guerre mondiale —, eh bien, quand je regarde l'Ukraine, j'ai peur pour elle, parce que j'ai vraiment le sentiment qu'elle ne sera peut-être jamais reconstruite. D'où viendra l'argent ? Les Américains ont été clairs : ils n'investiront pas. Les Européens n'ont pas les moyens d'investir. Je veux dire, la meilleure chance de reconstruction économique pour l'Ukraine serait de se tourner vers la Chine et la Russie. Ce sont les deux pays les mieux placés pour le faire. Mais si on laisse les Ukrainiens compter sur le soutien des Européens, j'ai peur pour eux. Donc, là encore, je pense que cela me ramène à une question qu'évoquait l'un des grands stratèges américains, Bernard Brodie. Il explique que, lorsqu'on envisage une guerre ou qu'on s'y engage, ou dans ce genre de situations, l'une des choses auxquelles il faut réfléchir, c'est la notion de prix raisonnable.

Je veux dire, je pourrais vouloir agir dans cette guerre, mais quel prix suis-je prêt à payer ? Et à l' heure actuelle, le risque, c'est que nous payions un prix considérable en Europe pour nous engager dans une guerre qui, sur le plan militaire, j'en suis absolument certain, ne peut pas être gagnée. Mais ce prix prendra deux formes : il y aura un coût économique, et il y aura aussi un prix à payer en vies humaines. Et si l'escalade débouche sur une guerre européenne, alors le coût pour l'Europe sera considérable. Je veux dire, dans l'article que j'ai écrit il y a quelque temps sur mon Substack,

intitulé « The Coming War with Russia », j'expliquais que je ne m'attendais pas à ce que les Russes lancent une invasion en cas de guerre. Imaginons qu'une force de l'OTAN envahisse Kaliningrad.

J'ai dit que je m'attendais à ce que les Russes ripostent de la même manière aux forces qui lançaient l'invasion, puis qu'ils utilisent leur avantage stratégique, c'est-à-dire leurs forces de missiles, tout simplement pour attaquer et affaiblir les infrastructures militaires et énergétiques de l'Occident. Et les conséquences, à un moment où la situation énergétique en Europe est précaire, seraient considérables. J'ai dit que cela nous mènerait vers un avenir dystopique, et j'en suis convaincu. C'est une chose horrible à dire. Alors, la question, c'est : comment faire prendre conscience de tout ça à la population ? Je pense que c'est là qu'intervient l'émotion. Et pendant que nous nous organisions pour soutenir la pétition, quelqu'un, dans ce petit groupe WhatsApp consacré à la pétition, a dit : « Il faut faire passer ce message aux mères. »

Et ce sont les mères qui verront partir leurs fils et leurs maris à la guerre. Il suffit de regarder certaines de ces vidéos déchirantes de mères ukrainiennes, d'épouses, de sœurs et de frères, au moment où l'on met en terre les cercueils de ceux qu'on a envoyés à la guerre, peut-être même enrôlés de force. Il y a donc un prix à payer sur le plan financier, sur le plan économique et pour l' avenir de l'économie, mais il y a aussi un prix à payer en sang et en souffrance. Et quand je regarde la guerre entre les États-Unis et l'Iran, je pense qu'on voit clairement à quel point elle a nui au GOP et aux républicains. Et si l'on considère les pertes subies par les Américains — beaucoup d'aéronefs, je crois qu'on en est à environ quatre-vingts, quelque chose comme ça, si l'on compte les drones —, pour l'instant, ils font état, je crois, de vingt-trois militaires tués.

#Pascal

Et chacun de ces militaires, c'est un enjeu majeur. Et ça en fait vingt-trois. Oui.

#Steven Jermy

Quand les soldats revenaient d'Afghanistan, des gens se massaient le long des rues au retour des cercueils. Il y a une ville qui s'appelle Wootton Bassett, où se trouvait une sorte de base de la Royal Air Force, une base aérienne stratégique. Et ensuite, les cercueils repartaient vers leur destination. Mais si les cercueils revenaient d'une guerre contre la Russie et partaient pour Londres, l'autoroute entre Wootton Bassett et Londres serait pleine, à supposer qu'on puisse même tous les rapatrier. On parle tout simplement de dizaines de milliers de morts. Et à ceux qui ne sont pas d'accord avec ça, je dis simplement : regardez les capacités des missiles hypersoniques et balistiques russes, contre lesquels nous n'avons aucune défense.

Alors, sommes-nous prêts à en payer le prix avec des milliers de morts au combat ? Tucker Carlson a récemment interviewé un homme politique britannique qui s'appelle Jacob Rees-Mogg. Et Rees-Mogg a défendu l'idée que les Britanniques avaient le devoir d'être prêts à se battre et à mourir pour la sécurité de la Grande-Bretagne et de l'Ukraine. J'ai passé en revue tous les commentaires après

cette interview, pas vraiment au peigne fin, mais presque. Je n'ai pas trouvé un seul commentaire de soutien. Et je suis très souvent tombé sur des commentaires d'anciens militaires britanniques qui disaient : « Moi, je ne le ferais pas. Je n'irais pas moi-même, et je n'enverrais pas mes enfants se battre. » Donc, je pense que, dans ce que ressent la population, il y a très peu d'envie — et les gens n'ont pas encore vraiment été mis face à cette question —, mais vraiment très peu d'envie de se battre et de mourir pour l'Ukraine. Aux États-Unis, il n'y en a aucune. Oui.

#Pascal

C'est tout à fait vrai. Le problème, avec ce qu'on a vu en Ukraine — et je crois que vous et moi étions d'accord là-dessus —, c'est que, si l'opération militaire spéciale est bien une invasion et constitue une violation du droit international, elle a aussi été largement provoquée. Mais, vous savez, ces provocations ont ensuite conduit à cette invasion, qui a elle-même permis de construire le récit d'une attaque non provoquée : nous devons soutenir la victime d'une agression internationale par tous les moyens possibles, c'est la plus grande guerre terrestre depuis la Seconde Guerre mondiale, et ainsi de suite. Mais ce récit victimaire… En Occident, il est absolument essentiel de pouvoir créer une victime. Et cette victime a alors le droit de recourir à n'importe quelle forme de force, quelle qu'elle soit.

Le meilleur exemple, c'est bien sûr le génocide à Gaza, n'est-ce pas ? Le fait qu'aujourd'hui encore, en deux mille vingt-six, les dirigeants de nos États puissent dire : « Nous devons soutenir Israël parce qu'Israël a été victime des attaques du sept octobre. » Et donc, vous savez, le pauvre petit Israël doit pouvoir se défendre, n'est-ce pas ? Et ensuite, au nom de la défense, on va massacrer des gens en masse, au point que Gaza est complètement, totalement dévastée. Enfin, on parle de cent mille morts. Oui. Et pourtant, le discours public, du moins celui qu'on construit, reste qu'Israël ne fait que se défendre. Et c'est la même chose avec l'Ukraine, n'est-ce pas ? Même si là-bas, le rapport de force est complètement différent, et que ce sont les Russes qui sont en Ukraine.

Mais le discours selon lequel l'Ukraine, parce qu'elle est une victime, doit être défendue, c'est ce qui permet cet afflux d'armes et tout le reste. Ou du moins, c'est l'explication qu'on donne au grand public. Oui. Et j'ai vraiment le sentiment qu'on a aussi vu l'OTAN avancer petit à petit vers des attaques contre la mère Russie. N'oublions pas qu'au début, il s'agissait des combats dans le Donbass, puis les drones sont arrivés. Mais pendant les deux premières années, les attaques de drones ukrainiens ne visaient que des sites dans le Donbass et en Crimée, pas le territoire russe dans ses frontières d'avant deux mille vingt-deux. Puis il y a eu l'incursion à Koursk, puis les drones à longue portée, puis les attaques en profondeur sur le territoire russe. C'est donc cette tactique des petits pas, qui consiste à attaquer toujours plus, encore et encore.

Et la question, c'est : combien de temps la Russie va-t-elle fermer les yeux là-dessus, et quand va-t-elle dire : « Bon, vous savez quoi ? Du matériel de l'OTAN, guidé et utilisé par des agents de la CIA depuis tous ces territoires de l'OTAN, nous attaque et fait exploser des choses chez nous. Maintenant, on va faire exploser des choses chez eux. » Oui. Ce qui permettra alors aux Européens

de dire : « Vous voyez, on vous avait dit qu'ils nous attaqueraient, non ? On vous a toujours dit qu'ils étaient malveillants, et qu'ils faisaient ça parce qu'ils étaient impérialistes. Alors maintenant, il faut qu'on se défende. » Voilà le récit qui serait construit, mais les Russes ne sont pas encore tombés dans ce piège. Vous ne voyez pas, vous aussi, le danger que ce soit justement ce qu'ils cherchent à mettre en place en ce moment ?

#Steven Jermy

J'ai donc le sentiment qu'ils le sont… et là, je parle de l'Europe. Pour les Américains, j'y vois moins clair, parce qu'il ne fait aucun doute que la CIA, certaines forces de l'État profond et les néoconservateurs ou les néolibéraux s'intéressent bien davantage à la guerre entre la Russie et l' Ukraine qu'à la guerre en Iran. Je pense que c'est une énorme erreur. Cela dit, je crois qu'il y a là une dynamique institutionnelle. Et c'est très préoccupant. Très préoccupant. Je pense qu'en Europe, ça relève moins du complot que du cafouillage. Pour avoir travaillé à différents postes au plus haut niveau du gouvernement britannique, quand on me dit qu'il faut choisir entre le complot et le cafouillage, je réponds généralement que c'est probablement du cafouillage.

Mais laissez-moi vous donner un exemple pour expliquer pourquoi. Et je pense que l'une des choses que nous devrons faire dans ce genre de situations, c'est aider nos populations à déconstruire le récit qu'on leur présente. C'est pour ça que ce que nous faisons tous dans les médias indépendants, chacun à notre manière, pour une cause qui, à mes yeux, en vaut vraiment la peine, est si important. Et j'ai souvent dit que l'Occident se laisse guider par un récit politique, tandis que les Russes se laissent guider par une stratégie militaire. Ce récit politique s'ajuste toujours un peu dès que quelque chose change, si bien qu'il n'a aucune constance. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous sommes en train de perdre.

Alors, si nous avions mené cette analyse stratégique dès le départ, nous ne serions probablement jamais entrés en guerre. Pour aider les gens à réfléchir à cette question, j'utilise notamment une métaphore médicale. J'ai écrit un article pour le London Times, à l'époque des interventions humanitaires. Et j'y disais que le tout premier principe, avant même d'envisager une intervention humanitaire, devrait être ce principe médical : d'abord, ne pas nuire. Ensuite, pour poursuivre la métaphore, la façon dont l'Occident — les gouvernements et les médias occidentaux — présente les choses, c'est comme si vous alliez chez votre médecin et lui disiez : « Je me sens mal, et voilà ce qui ne va pas. »

Et le médecin vous regarde et vous dit : « Je sais exactement ce que vous avez. Alors, voici un médicament. Revenez me voir dans deux jours. » Alors qu'un bon médecin dirait sûrement : « Parlez-moi un peu de vos antécédents. Décrivez-moi vos symptômes. Quand est-ce que ça a commencé ? » Et il commencerait à établir un diagnostic, parce que, pour l'instant, il n'y a absolument aucun diagnostic. Alors, établir un diagnostic n'arrange probablement pas l'Occident. Mais il est important que les gens comprennent que le contexte dans lequel nous évoluons est, en grande partie, la conséquence de ce qui s'est passé au cours des vingt années précédentes. Vous et moi, nous le

savons très bien. Mais je pense que, quand on l'explique aux gens, au début, si la propagande a fonctionné, il leur faut un peu de temps.

Mais quand vous commencez à leur montrer les contradictions flagrantes de ce discours, l'une d' elles, c'est que l'armée russe ne serait pas très bonne. Elle avancerait très lentement. Et en même temps, il faudrait nous préparer à la guerre parce qu'en réalité, les Russes seraient sur le point de nous envahir et de conquérir toute l'Europe. Eh bien, ces deux affirmations ne peuvent pas être vraies en même temps. L'autre contradiction, dont je parle souvent en tant qu'ancien militaire, c'est que la Russie subirait des pertes énormes et engagerait des forces massives pour obtenir très peu de résultats. Or, nous savons avec certitude que la Fédération de Russie produit quatre fois plus d'obus de cent cinquante-cinq millimètres que l'ensemble des pays de l'OTAN.

Et donc, quand on fait le calcul, on se dit : eh bien, ça veut dire que chaque obus tiré par l'Ukraine doit être au moins dix fois plus efficace qu'un obus russe. Alors, c'est comme ça que je les appelle : on doit leur fournir des obus logarithmiques. En réalité, c'est tout le contraire. À la guerre, et c'est toujours le cas dans la guerre moderne, ce ne sont pas les drones qui tuent le plus, c'est l'artillerie. Mais les drones permettent de faire toutes ces choses terribles qu'on voit à l'échelle individuelle, comme un drone qui poursuit un soldat. Et peu importe sa nationalité, c'est vraiment inquiétant de voir ça. Mais en fait, les drones permettent aussi d'observer le champ de bataille à distance et de rendre les tirs d'artillerie très précis, très rapidement.

Pendant la Première Guerre mondiale, c'est l'artillerie qui tuait le plus, et de très loin, pas la mitrailleuse. C'était l'artillerie, et c'est toujours le cas. En ce moment, l'artillerie russe est donc beaucoup plus efficace. Leurs pièces sont remises en service plus rapidement, et ils ont beaucoup, beaucoup plus de munitions. Pour le moment, les Ukrainiens sont donc vraiment en difficulté. Et les chiffres que me donnent des gens comme Stanislav et d'autres — deux millions trois cent mille morts ukrainiens — me paraissent justes. Je m'attends à ce que, lorsque les historiens disposeront enfin des chiffres définitifs, le nombre total d'Ukrainiens tués au combat soit de l'ordre d'un million et demi à deux millions et demi.

Alors, si c'est vrai, en quatre ans de guerre, cela représente près de trois fois les pertes de la Grande-Bretagne et des pays du Commonwealth pendant toute la Seconde Guerre mondiale. Nous avons perdu environ huit cent cinquante mille personnes, je crois. Je veux dire, deux millions trois cent mille, deux millions cinq cent mille… c'est désastreux. Donc, encore une fois, je pense qu'on peut commencer à déconstruire tout ça, et aussi cette idée selon laquelle l'Ukraine serait du côté du bien et la Russie du côté du mal. Je veux dire, qu'en est-il de cette « bussification », ces rafles en minibus ? Oui. Qu'en est-il des gens qu'on enrôle de force ? Et ces vidéos sont déchirantes à regarder. Pourtant, d'une manière ou d'une autre, la presse occidentale ferme délibérément, délibérément les yeux là-dessus.

#Pascal

Et on a justement eu ce cas la semaine dernière, n'est-ce pas, qui a beaucoup circulé sur les réseaux sociaux, sur X : une ambulancière ukrainienne a découvert que quatre personnes se trouvaient dans un état de grande détresse, quelque part dans la cave d'une maison privée. Apparemment, l'armée ukrainienne utilise maintenant des maisons privées pour amener les gens à accepter de partir au front. Je pense que c'est à ça qu'elles servent. Je veux dire, à torturer ces gens ou à exercer d'autres formes de pression psychologique sur eux — des gens qui ont soit déserté, soit été « embarqués de force dans un bus », et qu'il faut ensuite briser avant de pouvoir les envoyer au front. Et apparemment, il y avait au moins un homme qui était dans un état très grave. Et elle a réussi à secourir ces personnes pour qu'elles puissent être libérées et prises en charge médicalement.

Et maintenant, elle est en prison en Ukraine, avec une ou deux autres personnes qui ont aidé à faire ça. Et on les fait comparaître devant un juge pour entrave à l'effort de guerre et tout ça… En gros, on les accuse de trahison, vous voyez ? Pour avoir révélé les traitements inhumains infligés à ces pauvres Ukrainiens. Et c'est ce système que l'Europe soutient, vous voyez ? Mais encore une fois, nos médias, bien sûr, n'en parlent pas. Et quand ils le font, ils présentent ça en disant : « Oh, les Russes prétendent qu'il s'est passé ceci, cela, et patati et patata », vous voyez ? Et ça fait partie de la propagande russe. Et c'est horrible, parce que nous, sur les réseaux sociaux, on voit très bien tout ça. On voit ces gens se faire emmener. On voit cette « bussification », ces gens qu'on embarque de force dans des bus.

Enfin, il y a maintenant des milliers de vidéos où l'on voit des hommes qu'on fait monter de force dans des bus. Et puis, de toute évidence, ils ne sont pas aptes au combat. Je veux dire, ce ne sont manifestement pas des soldats. Ce ne sont pas des gens qui ont la moindre chance de survivre ne serait-ce que quelques jours sur un champ de bataille, n'est-ce pas ? Mais on les utilise comme chair à canon. Le fait qu'aujourd'hui encore, les grands médias continuent de passer ça sous silence donne presque l'impression d'un complot. Même si, je dois le dire, je pense toujours qu'on reste tout à fait dans les mécanismes sociologiques habituels de ce genre de mentalité de guerre et de ses effets sur les sociétés. Mais c'est quand même assez frappant de voir à quel point nos médias se rendent complices de la dissimulation de ce qui se passe réellement en Ukraine, vous ne trouvez pas ?

#Steven Jermy

C'est vrai. Prenez le cas de ces maisons. Je ne les qualifierais pas de refuges, parce qu'elles sont tout sauf sûres. La réaction immédiate, comme vous le dites, sera : « Ce n'est que de la propagande du Kremlin. » Mais de toute évidence, ce n'est pas le cas, puisque l'Ukrainien Badenov s'est rendu sur place et a reconnu que ce qui s'y passait était inacceptable, et qu'une enquête serait menée sur la quarantaine d'autres maisons. Donc, ces faits sont bien réels, et c'est indéniable si les Ukrainiens eux-mêmes le reconnaissent et essaient vraiment d'y remédier, même si, comme vous le dites, ils arrêtent le médecin qui voulait agir. Cela ne peut donc pas être de la propagande russe. Là encore, je pense qu'avec le temps, nous commencerons à voir des changements.

Et si nous allons voir les choses changer, c'est parce que la vérité se fait jour, y compris sur le champ de bataille. La dernière des villes forteresses, je crois, est pratiquement prise. Et on voit bien que l'Ukraine n'a aucun moyen de se défendre contre les attaques aériennes russes. Toutes les statistiques, tous les calculs m'indiquent que cette guerre est perdue. Et je pense qu'on va commencer, petit à petit, à voir les choses évoluer. Je sais avec certitude que certaines personnes au sein de l'establishment, notamment, vous savez, à la Chambre des lords britannique, qui est en quelque sorte la chambre haute en Grande-Bretagne, suivent nos travaux. Et je soupçonne que d' autres les suivent aussi. Le problème pour eux, bien sûr, c'est que s'ils prennent la parole pour dire : « Peut-être que ces gens méritent qu'on leur parle », on leur oppose encore et toujours le même argument : « C'est forcément de la propagande du Kremlin. »

#Pascal

Et je veux dire, malheureusement, cette année, nous avons perdu celui qui était, à mes yeux, le plus grand défenseur de cette vision humaniste des relations internationales, Lord Sadowski. Et, vous savez, certains de ses collègues ont fait des commentaires vraiment, vraiment odieux, du genre : « Bon débarras. Content qu'il ne soit plus là. » Des propos vraiment horribles. Et Lord Sadowski était le plus grand humaniste que je connaisse. C'était une chance formidable pour la Grande-Bretagne de l' avoir. Mais malgré tout, le climat est vraiment, vraiment toxique. Et le problème, dans ce genre de situations de guerre, c'est que vous n'avez pas besoin du soutien de soixante ou soixante-dix pour cent de la population. Vingt à trente pour cent de gens très militants suffisent à vous permettre de continuer sur votre lancée. Qu'en pensez-vous ?

#Steven Jermy

Je pense que, même si ce que nous essayons de faire semble assez difficile à réaliser, la vérité, c'est que nous avons gagné la bataille des idées, à en juger par la façon dont ces gens s'y prennent. Ils ont beaucoup de mal à répondre à nos arguments. Alors ils recourent à cette bonne vieille attaque ad hominem : ils s'en prennent à l'homme, pas à ses idées. Ils sont incapables de répondre aux arguments. Et un exemple scandaleux et révoltant de cette attitude, c'est la façon dont notre ami Glenn Diesen a été traité en Norvège. J'ai été tout simplement horrifié. Je pensais déjà que la situation était mauvaise dans d'autres pays européens, y compris le mien, en matière de liberté d' expression. Mais la façon dont Glenn est traité, c'est une honte.

C'est honteux. Et le fait qu'il ait dû se résoudre à partir en Australie… Enfin, vous et moi, nous avons rencontré Glenn en personne. C'est quelqu'un de profondément intègre, et on l'accuse d'être un suppôt du Kremlin. Moi, je pense qu'on devrait plutôt l'accuser d'avoir les idées claires. Il examine les faits sur le terrain et essaie d'en tirer une analyse. Mais comme ça ne cadre pas avec le discours politique ambiant, on l'attaque. Alors je pense que ce discours politique commence à s'effondrer. Ce sera lent, mais il arrivera un moment où les gens se mettront vraiment à réfléchir. Donc, on a déjà les vingt pour cent. Oui. Je pense que si on atteint vingt à trente pour cent, on commence vraiment à ouvrir le débat. Espérons qu'il y ait un terrain d'entente. Oui.

#Pascal

Je l'espère aussi. Le risque que nous courons, bien sûr, c'est qu'en faisant ce travail et en essayant de révéler ce qui se passe réellement, nous poussions le camp d'en face à se radicaliser davantage. Et ça aussi, nous le constatons. En ce moment, Palestine Action est devant les tribunaux, et des gens sont poursuivis simplement parce qu'ils brandissent des pancartes disant : « Je soutiens Palestine Action. » Dans toute société libre, cela devrait aller de soi : c'est simplement le droit de dire ce qu'on pense, non ? Mais nous n'en sommes plus là. Et nous avons vu à quel point le Royaume-Uni, mais aussi l'Europe, adoptent des mesures de plus en plus draconiennes. Et je n'ai sans doute pas besoin de rappeler que des personnes comme Jacques Baud, Nathalie Yamb et Hüseyin Doğru, qui se trouvent dans l'Union européenne ou dans l'espace Schengen, font l'objet de sanctions de l'Union européenne.

Les sanctions elles-mêmes sont désormais un moyen pour le système de réprimer, un système mis à mal par la vérité, mis à mal parce que, vous savez, il est démasqué. C'est ce qui se passe. Mais cela les incite malgré tout davantage à créer des outils encore plus draconiens pour mettre fin à ce qu'ils considèrent comme des activités malveillantes. Et, vous savez, je pense vraiment que beaucoup de ces gens croient à leur propre discours. Je pense que Kaja Kallas croit probablement défendre le bien, la décence, les valeurs, et ainsi de suite. Donc, quiconque n'est pas avec elle est forcément du côté du mal. Par conséquent, nous devons créer des outils pour combattre le mal à l'étranger comme chez nous, ce qui est la suite la plus naturelle, n'est-ce pas ? L'ennemi intérieur. Selon vous, à quel point le risque est-il grand que nos sociétés deviennent effectivement plus répressives avant que les choses ne s'améliorent ?

#Steven Jermy

C'est une très bonne question. Enfin, c'est un risque auquel nous sommes tous confrontés. Le pauvre Ian Proud a été retenu à son retour de Valdaï. Richard Sakwa, que nous connaissons tous les deux, l'a été lui aussi. Encore une fois, ce sont des gens vraiment bien. Ils disent simplement les choses telles qu'ils les voient. Je me demande d'ailleurs si je serai retenu à mon retour. Je ne pense pas, mais je n'en sais rien. On verra. Mais je crois que la différence, c'est que notre cause est noble. Notre cause est juste. Vous savez, nous essayons de mettre fin à une guerre qui, comme le montrera toute analyse historique, ne répondait pas aux critères d'une agression non provoquée. C' était tout sauf cela.

Je suis en train de lire un livre intitulé Hubris, écrit par l'un de mes professeurs à Cambridge. Et les arguments sont impossibles à ignorer. Sur le plan historique, ils sont impossibles à ignorer. Alors, dire que rien n'a provoqué cette guerre, c'est au fond dire que l'histoire ne compte pas. Je pense que les prochains mois vont être mouvementés. Mais encore une fois, je pense qu'au bout du compte, quand les événements sur le champ de bataille commenceront à montrer que la guerre est perdue, cela obligera les Européens à avoir une discussion très difficile. Pour l'instant, les Européens

viennent de faire quelque chose que j'ai trouvé incroyablement stupide. Et, d'une certaine manière, j' ai presque de la peine pour Kaja Kallas, parce qu'elle a manifestement du mal à réfléchir.

Je ne dis pas que je me réjouis qu'ils l'aient fait, mais ce qu'ils ont fait, en réalité, c'est écrire aux démocrates pour les féliciter de leurs résultats aux élections de mi-mandat. Enfin, si vous cherchiez un moyen de mettre Donald Trump encore plus en colère, j'ai du mal à en imaginer un meilleur. Ça ne fera donc qu'aggraver le fossé qui existe déjà entre la Maison-Blanche et l'Union européenne. Je pense que ce sont les événements sur le champ de bataille qui, au bout du compte, trancheront. Et je pense aussi que nous commençons, là encore, à voir en Ukraine le même problème qu'en Europe, à savoir une population qui augmente et, par conséquent, une instabilité croissante. En Ukraine, c' est une conséquence de la guerre.

Donc, il n'y a pas beaucoup de gens qui veulent que la guerre continue. Je pense que la grande majorité des Ukrainiens — à mon avis, et vous connaissez peut-être les chiffres mieux que moi, je crois que c'est autour de soixante pour cent — veulent la paix à n'importe quelles conditions. Bien sûr, c'est ce que je trouve stupéfiant : alors que la plupart des Ukrainiens veulent la paix, les Européens vont les soutenir d'une manière qui produit l'effet inverse. Enfin, vous savez, comment s' appelle-t-elle ? Julia Mendel, qui dit que l'Ukraine est en train de se suicider. Oui. L'Ukraine est en train de se suicider, et les Européens l'y encouragent. Nos élites européennes l'y encouragent pour des raisons qui leur sont propres. Elles se fichent de l'Ukraine. Si elles s'en souciaient, elles aborderaient la question de manière stratégique.

#Pascal

Oui, mais c'est aussi quelque chose de très classique dans les conflits, dans les guerres : les gens qui en subissent le plus directement les conséquences, ceux qui meurent au front et ceux qui vivent juste à côté, dont les maisons sont détruites par des obus et tout ça, ce sont eux qui sont les plus favorables à la paix, par tous les moyens. Et si ça veut dire se rendre, eh bien, on se rend. Il faut juste que les tirs s'arrêtent, parce que c'est absolument insupportable. Alors que plus les gens sont loin du champ de bataille, plus ils raisonnent en termes idéologiques et plus ils disent : « Non, non, non, il faut continuer à se battre », alors que ce sont précisément ces gens-là qui n'iraient jamais, au grand jamais, se battre eux-mêmes.

Ils vont envoyer leurs fils et leurs filles, pas vrai ? Et c'est exactement le discours des Européens, qui disent : « Nous devons nous battre. » Vous, vous n'allez pas vous battre. Et puis, vous avez ces gens de soixante ou soixante-dix ans qui disent : « Nous devons nous battre. » Enfin, vous, vous n'iriez jamais. Oui. Et vos enfants sont bien installés quelque part à la Commission ou ailleurs. Et ce sont eux qui diront à d'autres d'envoyer encore d'autres personnes au combat. Et vous êtes tellement loin de tout ça. Malheureusement, cette dynamique, je ne la vois pas encore se briser. Pour le dire plus crûment, il reste encore assez de chair à canon potentielle avant que la guerre ne se rapproche d'eux et qu'ils se disent, vous voyez : « Ah, là, je pourrais être personnellement menacé. »

#Steven Jermy

Je pense que l'argument des fils et des filles est vraiment, vraiment important. Et, vous savez, je suis passé par là. J'ai perdu des amis pendant la guerre des Malouines. Je vais vous raconter une histoire sur la guerre en Afghanistan. Je venais de prendre mes premières fonctions d'officier général, avec une étoile. J'avais pris le commandement de l'aéronautique navale britannique, et j'ai reçu un appel. C'était en septembre… non, ça devait être vers juillet deux mille deux. Un amiral m'a appelé et m'a dit : « Steve, je veux que vous prépariez ces sept escadrons à des opérations de combat dans le Golfe en deux mille trois. » Et j'ai dit : « D'accord. » Franchement, ça faisait à peine deux semaines que j'étais en poste. Et j'ai demandé : « Est-ce que je peux le leur dire ? » Il m'a répondu : « Non. » Bon, d'accord.

Alors je me suis dit, moi qui étais parti aux Malouines avec un préavis extrêmement court — nous avions appareillé quatre jours à peine après en avoir reçu l'ordre —, je ne vais pas laisser l' aéronavale britannique partir en guerre sans préparation. J'en ai donc parlé à un collègue du ministère de la Défense, où j'avais travaillé. Je lui ai dit : « Tu crois que ça va se faire, Simon ? » Il m'a répondu : « Oui, je pense que oui. » J'ai dit : « Moi aussi. » Nous avons alors rapidement examiné le calendrier, et nous avons tous les deux estimé que mars deux mille trois serait la période la plus probable. Cela tenait à plusieurs facteurs : le temps nécessaire pour mobiliser les forces, mais aussi la météo et la chaleur. Nous savions que si nous attendions trop longtemps, la chaleur aurait un impact considérable sur les opérations aériennes.

#Pascal

Donc, c'était pour la guerre en Irak. Et on a préparé tout le monde.

#Steven Jermy

Au début de la guerre, pendant l'assaut sur la péninsule d'Al-Faw, deux de nos appareils sont entrés en collision, et les sept membres d'équipage ont été tués. Rendez-vous compte : j'ai assisté à six enterrements en onze jours. Je peux vous dire que je ne voudrais jamais revivre ça. Et c'est ce qui nous attend. Nous allons devoir assister à des milliers d'enterrements de jeunes hommes et de jeunes femmes qui, comme vous le dites, n'ont vraiment rien à voir avec tout ça. Ce ne seront probablement pas les fils et les filles de ceux qui prônent cette intervention sans avoir réfléchi aux conséquences humaines. Je pense aussi que beaucoup de gens qui se situent dans ce que j' appellerais une position intermédiaire sur cette question n'ont pas été suffisamment informés des arguments en présence.

Mais si on leur dit qu'il faut aller se battre et mourir pour l'Ukraine, ils ne le feront pas. Et je peux imaginer que cela poserait de sérieux problèmes au sein des forces armées britanniques et d'autres pays européens. On le voit en ce moment dans les forces armées américaines, où le moral, d'après

tous les témoignages — et ça ne me surprend absolument pas —, est au plus bas. Donc, je pense que c'est une chose d'envoyer des gens mourir pour une cause qui est vraiment importante. C'en est une tout autre de les envoyer se battre dans une guerre qu'on ne peut pas gagner. Et le problème, c'est qu'il y a bel et bien un establishment. Il n'y a pas que les responsables politiques. Il y a tout un establishment, y compris de hauts responsables militaires, qui, dans la plupart des cas, je suis désolé de le dire, ne sont pas compétents. Beaucoup de gens seront surpris de l'entendre.

Est-ce que vous partez du principe qu'un militaire, un professionnel de la sécurité ou du renseignement est compétent parce qu'il exerce au plus haut niveau ? À cela, je réponds : eh bien, regardons simplement le bilan de l'Occident depuis le début de ce siècle. Il y a l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, et ce qui semble être deux échecs imminents en Ukraine et en Iran. Pour moi, ce n'est pas le bilan de dirigeants qui savent penser et agir de façon stratégique. Donc, je pense que lorsqu'on commence à expliquer ces choses aux gens, il faut utiliser des exemples simples. Et un très bon exemple, tout simple, c'est celui que j'ai utilisé hier, vous vous en souvenez. J'ai dit : comment peut-on penser que l'OTAN pourrait faire cela, alors qu'elle n'a pas réussi à vaincre les talibans au cours d'une campagne de vingt ans, face à des gens essentiellement armés d'AK-47 et d'engins explosifs improvisés ?

Comment peut-on penser qu'on peut vaincre l'armée la plus aguerrie au monde, soutenue par une production industrielle qui surpasse celle de l'Occident, et disposant d'une indépendance énergétique totale ? C'est tout simplement invraisemblable que quiconque puisse croire que l'OTAN pourrait vaincre la Russie. Nous ne pourrions pas vaincre la Russie avec les Américains à nos côtés. Nous pouvons encore moins la vaincre sans eux. Il est donc temps de regarder les rapports de force en face, quoi qu'on pense des arguments moraux. Et je pense que, sur le plan moral, les arguments se valent de part et d'autre. Ce n'est certainement pas ainsi qu'on nous présente les choses. Même si les arguments moraux étaient les plus solides qui soient, cela vaudrait-il la peine de payer le prix de la dévastation industrielle de l'Europe pour soutenir une guerre impossible à gagner ?

#Pascal

Les gens qui pensent rationnellement vont hocher la tête au point d'en avoir mal au cou. Mais malheureusement, j'ai le sentiment que notre continent, l'Europe, la Grande-Bretagne comprise, bien sûr, est pris dans une phase idéologique très irrationnelle. Et mon seul espoir, c'est que nous ne soyons pas encore allés trop loin, que cette sorte de fièvre idéologique n'ait pas étouffé jusqu'au dernier réflexe de survie. Et nous avons des collègues comme Matthias Desmet qui parlent de « formation de masse », et ainsi de suite. Vous savez, quand on est prêt à se jeter du haut d'une falaise comme un lemming, en se disant que, eh bien, c'est la direction qu'il faut prendre. Et nous avons, vous savez, déjà vu ça ailleurs. Je veux dire, les Japonais menaient une guerre sans espoir, et elle l'était dès le départ. Dans le meilleur des cas, ils pouvaient espérer se partager le Pacifique. C'était le mieux qu'ils pouvaient obtenir. Oui.

Si c'est le meilleur des cas, alors vous êtes tout simplement un idiot. Mais ils avaient déjà été poussés si loin, pas forcément par un phénomène de formation de masse, mais par la façon dont le système les avait entraînés. En mille neuf cent quarante et un, ils en étaient arrivés à un point, vous savez, où toutes les dynamiques politiques allaient dans ce sens. Bon, n'entrons pas là-dedans. Mais, vous savez, les choix passés conditionnent bien la suite. Et j'espère vraiment que l'Europe n'est pas déjà engagée sur une voie tellement désastreuse qu'on ne puisse plus l'arrêter. Mais peut-être, pour conclure, Steve, qu'en pensez-vous ? Quel est votre meilleur espoir quant à ce que nous pouvons faire avec nos moyens limités ? Pas seulement vous et moi, mais aussi les gens qui nous écoutent et ceux qui sont d'accord pour dire que ce n'est pas la bonne chose à faire, ni la bonne direction à prendre. Que pouvez-vous leur recommander pour que chacun puisse apporter sa petite contribution et essayer de nous empêcher de nous précipiter dans le vide ?

#Steven Jermy

Je pense que le mieux, c'est d'encourager les gens à écouter des échanges comme celui-ci. Et ce qui est intéressant — je crois qu'on en a parlé hier —, c'est qu'aujourd'hui, de loin, la principale source d'actualités et d'informations pour les gens dans le monde, c'est YouTube. Je crois avoir lu ça dans le Financial Times il y a environ six mois. Et bien sûr, on a là une véritable occasion à saisir. Sur la formation de masse, j'ai trouvé votre podcast avec Matthias Desmet passionnant. C'était une remarque passionnante. Mais je pense qu'on a là une occasion à saisir, et c'était aussi très intéressant. Donc, il n'y a pas seulement YouTube, mais aussi les réseaux sociaux et tout le reste. Laissez-moi vous donner un exemple.

Quand nous avons lancé la pétition, ça avançait lentement au début, mais on s'en sortait plutôt bien. Et puis, un membre de l'équipe a réussi à diffuser une sorte de lien sur, je crois, quelque chose comme cinquante-sept réseaux sociaux internes différents. Et c'était étonnant de voir à quel point les choses se sont mises à bouger et les gens à se mobiliser. Maintenant, c'est lancé. Ça faisait deux ou trois semaines qu'on avait commencé, et là, on est passés de quatre mille à huit mille, puis à dix mille en deux jours. Donc, ça peut marcher. Et je pense qu'en fait, quand les gens sont prêts à faire passer le message… Et le message, ce n'est pas de dire que nous avons raison et que tous les autres ont tort. Le message, c'est : discutons-en, parce que c'est tellement important pour l'Europe. C'est tellement important pour l'Ukraine.

Alors, ayons au moins un débat national. Et quand les gens nous entendent nous faire museler, ce qu'ils entendent, c'est un système incapable de répondre aux accusations. Ce qu'ils entendent, c'est un système qui perd. Tôt ou tard, la vérité éclatera, et notre rôle, c'est d'accélérer les choses autant que possible. Et encore une fois, c'est pour ça que ce genre d'initiatives est si utile. Je crois que si nous pouvons déclencher une sorte de tsunami grandissant, si vous voulez, avec des vagues qui se propagent sur les réseaux sociaux, grâce à des activités comme les vôtres, celles de Glenn et de tant d'autres qui essaient simplement de dire les choses telles qu'ils les voient, alors je pense que nous avons une chance. Et pour revenir à ce que disait Matthias, selon lui, il faut qu'environ trente pour

cent de la population partage cette façon de penser. Nous pouvons atteindre ce niveau-là, et je pense même que nous pourrons alors présenter nos arguments aux vingt pour cent et voir ce que nous pouvons faire.

#Pascal

Oui, et l'autre chose qu'il dit, c'est que même si vous ne pouvez pas briser le discours dominant, le simple fait de vous y opposer contribue à en atténuer les effets. La formation de masse ne dérapera pas au point que des mères en viennent littéralement à réclamer l'exécution de leurs fils, ce qui est le cas le plus extrême. Mais vous pouvez en réduire l'intensité. Alors, mesdames et messieurs, parlez à vos amis, parlez à vos collègues, écrivez des lettres d'information, prenez vraiment la parole, lancez des podcasts, ou simplement des lettres d'information et, vous savez, des listes de diffusion, et ainsi de suite. Tout cela devient très important pour que nous sachions qui fait quoi. Et cela fera partie intégrante de la démarche. Et tant que YouTube reste libre et que Substack est là, et ainsi de suite, nous avons encore une chance.

#Steven Jermy

Oui, et j'ajouterais juste un petit mot, si vous me le permettez : si vous faites partie de ceux qui ont signé la pétition, merci. Et si vous ne l'avez pas encore signée, jetez-y un œil.

#Pascal

Mais il faut être britannique.

#Steven Jermy

Il faut être britannique. Mais si vous faites partie de ceux qui ont signé la pétition, merci. Et n'hésitez pas à la faire circuler. Si nous y parvenons, cela peut avoir un large retentissement. Alors merci, et merci de m'avoir donné cette occasion.

#Pascal

Donc, en gros, la conclusion, c'est : mettez un « j'aime » et abonnez-vous pour soutenir la pétition ou la mobilisation contre la guerre. Et un jour, on aura de nouveau un véritable mouvement pour la paix. Nous recevrons certainement à nouveau Steve Jeremy, probablement en ligne la prochaine fois. Steve, merci de nous avoir consacré du temps aujourd'hui.

#Steven Jermy

Merci beaucoup. Merci.